

L'Argentine s'entend avec le Club de Paris : "une pression sur le FMI"

Argentine Buenos Aires a annoncé mercredi un rééchelonnement de sa dette envers ses créanciers. Décryptage.

Entretien Marie-France Cros

Le ministre argentin de l'Économie, Martin Guzman, a annoncé mercredi que son pays était parvenu à un accord avec ses créanciers du Club de Paris, en vue d'un rééchelonnement de sa dette envers ces pays qui lui ont prêté de l'argent. Quelle est la portée de cet accord et quelles perspectives ouvre-t-il pour Buenos Aires ?

Pour le comprendre, nous avons interrogé un spécialiste de l'Argentine, Xavier Dupret, économiste à la Fondation Jacquemotte.

En quoi consiste cet accord et est-il une bonne affaire pour l'Argentine ?

Il s'agit d'une extension du délai de paiement, par l'Argentine, de la dernière tranche d'un accord de versements signé en 2014, sous la présidence de Cristina Kirchner. Buenos Aires devait payer 2,4 milliards de dollars pour ce 31 juillet. Les deux parties se sont entendues pour que soient versés seulement 450 millions de dollars cet été, le reste plus tard ; l'échéancier n'a pas encore été complètement fixé.

C'est une nouvelle bienvenue pour l'Argentine, dont les difficultés ont été aggravées par la crise du Covid-19 – qui a entraîné une récession de 9 à 10% – et qui compte maintenant 42% de pauvres.

Maintenant, en termes macroéconomiques, payer ces 2,4 milliards de dollars le 31 juillet n'aurait pas mis le pays en péril. L'Argentine compte en effet des réserves de 41 milliards de dollars et les prix de ses exportations sont à la hausse. Cet accord avec le Club de Paris est en réalité surtout un geste politique. Il s'agit ainsi de signifier au Fonds monétaire international (FMI) : si nous, pays prêteurs, sommes capables de faire un geste pour ce pays aux grandes potentialités mais en difficulté, vous aussi, FMI, vous le pouvez. C'est le côté le plus positif de l'accord avec le Club de Paris : montrer que les grands partenaires commerciaux de l'Argentine ont la volonté de faire quelque chose pour l'aider. Le gros problème pour Buenos Aires, c'est le FMI.

L'Argentine doit 45 milliards de dollars au FMI et est en train de discuter avec cette institution d'une restructuration de cette dette. Où en est-on ?

Nulle part. Il faut finaliser un accord. Le problème se pose comme suit : Buenos Aires doit rembourser cette année au FMI 4 milliards de dollars ; 18 milliards en 2022 ; 19 milliards en 2023 ; et 4 milliards, enfin, en 2024. Il est évident que l'Argentine paiera les 4 milliards dus cette année, parce qu'elle peut le faire. On n'attend pas d'accord avec le FMI avant la fin 2021 ou le début 2022. Les grosses échéances, dues en 2022 et 2023, sont le problème. Avec des réserves monétaires qui devraient se stabiliser autour de 45 milliards de dollars, c'est dangereux pour l'équilibre de l'Argentine de déboursier de telles sommes. C'est là que l'accord annoncé ce mercredi avec le Club de Paris est important : il exerce une pression pour que le FMI donne, lui aussi, des délais de remboursement plus étendus.

Une bonne part de la dette argentine vient de prêts extrêmement importants consentis par le FMI à l'ex-président

ultralibéral Mauricio Macri, alors qu'ils devaient clairement servir à rembourser des dettes et que le FMI n'octroie habituellement pas de prêts dans de telles conditions. Beaucoup estiment donc cette dette "illégitime" et d'aucuns évoquent un abandon de la dette par le FMI. Cela ne s'est cependant jamais vu de la part du FMI. Est-ce envisageable ?

Cela ne s'est jamais produit dans l'histoire du FMI. Cela se fait avec les dettes privées d'États en difficulté mais pas avec celles dues au FMI. Avec ce dernier, un pays peut, au mieux, obtenir une extension des délais de paiement.

Pourquoi est-ce possible pour des dettes privées et pas avec le FMI ?

Parce que le FMI est le prêteur en dernier ressort et que ce n'est pas prévu par ses statuts d'institution financière internationale. C'est une solution impraticable. Suggérer cela, c'est comme pousser l'Argentine à sortir du FMI : elle ne pourrait plus bénéficier de ses prêts. Buenos Aires n'a d'ailleurs jamais envisagé de demander une telle solution, parce qu'elle n'est pas possible.



ALEXIS HAULOT

Xavier Dupret

Économiste à la Fondation Jacquemotte. Spécialiste de l'Argentine

- Carton plein pour la Belgique -

À CAUS' DES GARÇONS - À CAUS' DES GARÇONS

NOSTALGIE
une furieuse envie de chanter

Écoutez Nostalgie Belgique
dab+